**Collectif nancéien
pour une régie publique
des transports en commun
et pour leur accès gratuit**

Nancy, le 9 février 2011

LETTRE OUVERTE

Monsieur André ROSSINOT
Président de la Communauté
Urbaine du Grand-Nancy
22-24, viaduc Kennedy - CO n° 36
54035 NANCY Cedex

Monsieur le Président,

Depuis des décennies, l'exploitation du réseau de transports urbains de Nancy est confiée à la même entreprise, la CGFTE, devenue Connex-Nancy après son absorption par la multinationale Véolia.

Depuis près de trois ans, nous agissons pour une régie publique des transports urbains en alertant les élus et les habitants du Grand-Nancy sur les conséquences négatives de cette délégation de service public, tant sur la qualité du service rendu que sur les finances de la collectivité, et plus généralement sur l'impossibilité qui en résulte pour les élus de maîtriser le fonctionnement de ce service.

Pourtant en mars 2009, vous avez décidé, avec votre majorité, non seulement de procéder à une nouvelle délégation du service public des transports urbains, mais aussi d'étendre celle-ci aux investissements à venir, en faisant également construire la ligne 2 et acheter les nouveaux véhicules par la Connex ou son éventuel successeur.

Nous l'avions dit à l'époque, dans un courrier adressé avant le vote aux élus de l'agglomération : « *La collectivité abandonnerait encore davantage la maîtrise du service public (...). Le coût pour la collectivité serait augmenté : le délégataire prélèverait ses bénéfices non plus seulement sur le fonctionnement, mais aussi sur l'investissement. En effet, l'objectif premier d'une société privée multinationale est de réaliser des bénéfices afin de servir des dividendes à ses actionnaires.* » Et nous ajoutions : « *L'engagement financier de la collectivité constituerait une dette qui n'en aurait pas le nom, plus élevée encore que si celle-ci recourait directement à un nouvel emprunt* ».

Malgré ces avertissements, vous avez lancé une procédure d'appel d'offres pour une délégation étendue aux investissements. Or aujourd'hui, vous constatez que la proposition du seul candidat resté en lice (la Connex, toujours...) se traduit par une augmentation importante de la contribution financière de la collectivité, « *sur la base du réseau actuel et à prestations équivalentes* ». Quant aux « efforts » consentis par la Connex pour ramener cette contribution au niveau actuel en deux ans, ils reposeraient notamment sur une diminution de l'offre d'un million de kilomètres par an (environ 12 %) : financièrement parlant, Véolia ne lâche rien.

Ainsi, après deux ans d'une procédure d'appel d'offres inutile et coûteuse et trois prolongations successives (dont deux illégales) de la convention passée avec la Connex, vous en arrivez à conclure... que nous avons raison. Les conclusions du rapport que vous avez présenté devant le Conseil de la Communauté urbaine se passent de commentaires :

« Au titre de l'investissement, les prix unitaires proposés en matière d'acquisition des autobus ne sont pas apparus plus avantageux que ceux habituellement consentis au Grand-Nancy lorsqu'il passe lui-même les marchés correspondants. Il en était de même en ce qui concerne les autres inves-

tissements (...). Enfin, les conditions obtenues auprès des établissements bancaires pour le financement des investissements sont apparues plus onéreuses que celles auxquelles le Grand-Nancy a accès à l'heure actuelle. Le surcoût lié à la seule différence des taux d'intérêt était ainsi de l'ordre d'un million d'euros par an par rapport à une maîtrise d'ouvrage publique. En conclusion, l'externalisation de la réalisation des investissements est apparue trop onéreuse. »

Fort de ce constat bien tardif, vous décidez de revenir à la case départ en déclarant sans suite la procédure d'appel d'offres et en sortant les investissements de la délégation de service public. Deux ans pour rien !

Pourquoi alors, au lieu d'en tirer toutes les conclusions, vous acharnez-vous à poursuivre dans la même voie en relançant un nouvel appel d'offre pour l'exploitation du réseau ? Espérez-vous que d'autres candidats se présenteront là où ils ont renoncé la première fois ? Espérez-vous que Véolia renoncera à une partie de ses bénéfices ? Ayant vous-même constaté que la délégation de service public est plus coûteuse que la régie en matière d'investissements, croyez-vous encore qu'elle l'est moins en matière de fonctionnement ?

« Je ne suis pas garagiste », avez-vous déclaré à plusieurs reprises pour justifier votre refus d'envisager une régie publique. Faudrait-il en conclure que vous vous considérez comme cantonnier et jardinier sous prétexte que l'entretien des voiries de l'agglomération et des espaces verts de votre ville est assuré en régie ? En réalité, cette pirouette verbale masque mal des préjugés idéologiques tenaces selon lesquels, contre toute évidence et en dépit des faits, l'entreprise privée « ferait toujours mieux » que le public.

Monsieur le Président, il est temps de mettre de côté ces préjugés démentis par la réalité. Il est temps d'assumer les responsabilités politiques qui vous ont été confiées par les électeurs au lieu de les déléguer à une entreprise multinationale à la recherche de profit, quelle qu'elle soit. Il est temps de tirer les conclusions de ce que vous constatez vous-même : ces délégations de services publics ont déjà coûté très cher aux habitants du Grand-Nancy. Il est temps d'y mettre fin.

La sagesse et le sens des responsabilités exigent aujourd'hui de mettre à profit les mois à venir, non pour rechercher une hypothétique et coûteuse solution « privée », mais pour étudier enfin les moyens de mettre en place une régie publique des transports en commun dans le Grand-Nancy

Comptant sur votre attachement à la qualité des services publics et à l'utilisation optimale des impôts de nos concitoyens, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le collectif,

- Denis BILLON – 34, rue Jean-Rostand – 54510 TOMBLAINE
- Yves CASSUTO – 25, rue de la Source – 54000 NANCY
- Christian CHAILLOU – 31, chemin de la Renaudine – 54000 NANCY
- Pierre CHRISTOPHE – 34, rue Saint-Nicolas – 54000 NANCY
- Jean-Henri EGLOFFE – 13, rue du Maure-qui-Trompe – 54000 NANCY
- Noël LE MONNIER – 30, rue de Houdemont – 54500 VANDOEUVRE
- Michel MIETKIEWICZ – 14, rue de la Salle – 54000 NANCY
- Slavko MIHAJLCEK – 23, rue Augustin-Hacquart – 54000 NANCY
- Edith MOREAU – 7, rue de Venise – 54500 VANDOEUVRE
- Gabriel PELTE – Rue des Aulnois – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Laurence PILLOY – 70, rue Joseph-Mougouin – 54000 NANCY
- Michel STRICHER – 68, avenue du Général-Leclerc – 54270 ESSEY LES NANCY
- Gino TOGNOLLI – 8, rue Camille-Claudé – 54000 NANCY